

# RAPPORT FINAL

Property of  
Sahel Development  
Program Library

BESOINS EN FORMATION DES CADRES  
DES NIVEAUX SUPERIEUR ET MOYEN  
DANS LE DOMAINE DES ACTIVITES  
RURALES DURANT LA PERIODE  
1978 - 1982  
POUR LES PAYS MEMBRES DU CILSS

I CAP VERT

AVRIL 1978

R811-003, v.1

Trans. title

Middle and High Level Staff  
Development Needs Within the  
Sphere of Rural Activities  
During the 1978-1982 Period; Vol. I: Report  
of the Cane Verde Island's Mission.

MISSION CILSS / US.AID / BIT

RAPPORT FINAL

BESOINS EN FORMATION DES CADRES  
DES NIVEAUX SUPERIEUR ET MOYEN  
DANS LE DOMAINE DES ACTIVITES RURALES  
POUR LA PERIODE 1978 - 1982

DEUXIEME PARTIE

1 - RAPPORT DE MISSION EN  
REPUBLIQUE DU CAP VERT

REMERCIEMENTS

Les consultants, qui avaient pour mission d'étudier les problèmes de la formation des cadres supérieurs et moyens oeuvrant en République du Cap Vert dans le domaine du Développement Rural, ont été aidés dans leur tâche par la compréhension que leur apportèrent à tous les niveaux les différentes autorités et les fonctionnaires des services et organismes concernés.

Que veuillent bien trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements, les personnalités rencontrées au cours de la mission. Les renseignements donnés, les avis et les suggestions formulés leur furent particulièrement précieux.

Liste des personnalités rencontréesMinistère du Développement Rural

Jao Pereira Silva, Ministre.

Horracio Soares, Directeur général Conservation et  
Aménagement des Ressources naturelles

Miguel Lima\*, Directeur général Agriculture, Sylviculture  
et Elevage

Luciano Borges Gonçalves, Vétérinaire

Flavio Alves Ezeio Delgado, Infirmier vétérinaire

M. Duhart\* (FAO) Protection des Végétaux

M. Klein, Recherche Protection des Végétaux

Ministère de l'Education et de la Culture

Mlle Esther Sequeiro\*

Mlle Chantre Britto

Ministère des Travaux Publics

Antero Galina Barbosa, Technicien de Direcio Regional de  
Sotavento Obras Publicas

Ministère de la Coordination économique

Humberto Bettencourt\*, Directeur national des Pêches

Secrétariat d'Etat à l'Administration interne, Fonction  
Publique et Travail

Jorge Soares de Brito\*, Directeur national du Travail et de  
la Fonction Publique

Mario Pinto, Directeur adjoint

Secrétariat d'Etat à la Coopération et au Plan

Fernandez, Directeur de la Planification

Adao Rocha, Directeur de la Coopération multilatérale

Non GouvernementalesPNUD

Mlle Ida Paquin\* Représentant résident (responsable de la  
République du Cap-Vert)

et ses employés.

Central das Cooperativas de Cabo Verde

Estavac Bravos Rodrigues, Superviseur politique

Ernico Conreia Monteiro\*, Superviseur politique adjoint

Joaquim Corta Soares de Carvalho \*

Plusieurs Présidents des Coopératives locales

-----  
\* : deux ou plusieurs rendez-vous.

H

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction : Informations de base	5
L'Éducation au Cap Vert	8
Le Ministère du Développement rural et ses besoins	11
Le Ministère des Travaux Publics	21
La Pêche	21
Cap-Verdiens en formation à l'extérieur	25
Coopératives	27
Conclusions	28

INTRODUCTION : Informations de base

Les deux consultants chargés de l'étude du Sénégal et du Cap Vert - M. Pape Syr Diagne et M. G. Brian Stapleton sont arrivés à Praia le 16 octobre. M. Diagne est reparti sur Dakar le 23 octobre et M. Stapleton a complété la mission jusqu'au 31 octobre.

Nous avons vraiment profité de l'hospitalité du pays et notamment de l'aide de ceux dont la liste est donnée en page 3. En particulier, il faut remercier le Représentant-Résident des Nations Unies, Mlle Ida Paquin et ses employés. Nous avons reçu d'eux toutes aides, bureau inclu.

Par le fait de l'arrivée avec nous du Sous-Directeur de la FAO d'Accra et le départ subséquent du Ministre du Développement rural et de l'un de ses adjoints pour Ouagadougou vers la fin de la première semaine, de nombreux officiels étaient très occupés ou absents ce qui a limité nos contacts ou leur durée. Nous avons cependant reçu toutes explications demandées dans la mesure du possible.

LA REPUBLIQUE DES ILES DU CAP VERT D'AUJOURD'HUI

Conscients qu'il y a eu de très nombreuses missions avec rapports sur le Cap Vert dès l'Indépendance en 1975, nous nous limiterons aux données générales qui concernent notre thème : la formation des cadres supérieurs et moyens pour le développement rural du pays au cours des prochaines années.

L'archipel

L'archipel se compose de 15 îles et îlots dont 9 sont habités. La capitale, Praia, se situe sur l'île de Santiago où se trouve presque la moitié de la population. Le centre portuaire-commercial de Mindelo se situe sur l'île de Sao Vincente, au Nord-Ouest.

### La Population

La population totale est d'environ 300 000 habitants avec une densité de 67,6 au km<sup>2</sup>. Quelque 86 % de la population dépend de l'agriculture dont les possibilités sont limitées par le manque de terres cultivables ou irriguables ainsi que par la sécheresse qui a encore, pour la neuvième année, réduit la production agricole à presque rien.

### Economie

La plupart de l'alimentation du pays doit être importée. La balance commerciale en 1976 était : Exports 47,5 M escudos - Imports 821,4 M escudos donc un déficit de 773,9 M escudos. Sans sources importantes de production interne, il est clair qu'il n'y a aucune possibilité de développement pour l'immédiat; le moyen terme même doit dépendre de l'aide extérieure malgré la détermination du Gouvernement et du peuple cap verdien de faire tout effort possible. Le Gouvernement a établi un Fonds National de Développement doté de l'autonomie. Le Fonds tirera principalement ses ressources du produit de la vente des denrées alimentaires fournies à titre de dons. Le Fonds est utilisé pour la lutte contre les conséquences de la sécheresse par plusieurs types de travaux d'aménagement des terres, etc...

### Le développement et la formation interne

Nous sommes arrivés au moment où la Fonction publique assemblait pour la première fois les chiffres globaux de besoins des Ministères en cadres supérieurs et moyens pour le proche avenir; malheureusement il manquait certains chiffres, notamment ceux du Ministère du Développement rural.

La situation concernant les postes budgétaires semble être assez favorable. Les exemples de deux ministères sont notés ci-dessous et semblent typiques :

7

Ministère du Développement rural

	Budgétaire	Existant	Déficit
Secrétaire général	1	-	1
Directeurs généraux	2	2	-
Techniciens formation universitaire	17	16	1
Techniciens formation moyen	32	32	-

Ministère des Travaux Publics

Directeur national	1	1	-
Directeurs régionaux	2	2	-
Techniciens formation universitaire	9	9	-
Techniciens formation moyen	2	1	1

Il faut noter que dans les circonstances du Cap Vert, les postes budgétaires inscrits ne correspondent pas du tout aux vrais besoins et ne donnent, sauf exception, aucune marge pour absorber et soutenir les projets de l'aide extérieure avec des experts étrangers.

On peut se demander s'il existe des Cap Verdiens ingénieurs ou cadres moyens qui pourraient occuper des postes importants s'il y avait des moyens financiers de les employer. Les divers rapports de missions récentes donnent des avis différents, voire contradictoires à ce sujet. Il nous semble que cette question est digne d'un programme de recherche.

Trois données importantes issues de nos discussions montrent la situation unique des îles :

(i) Avec l'arrivée à l'Indépendance des anciennes colonies portugaises en Afrique, des réfugiés cap verdiens sont rentrés aux îles; parmi eux les cadres administratifs moyens.

(ii) La moitié de ceux qui se regardent comme cap verdiens vivent pour le moment à l'extérieur : non seulement au Sénégal, Gambie, Guinée Bissau mais aussi aux Etats-Unis, Brésil et notamment au Portugal. Les estimations par pays diffèrent.

8

(iii) Parmi ces émigrants, il y a des universitaires et des formations secondaires.

Selon certains auteurs, le chiffre représente un stock qui peut être utilisé et montre qu'il n'y a pas de grand problème au sujet des cadres pour le développement au Cap Vert. Ce n'est pas du tout l'impression que nous avons retirée de nos contacts avec les Ministères cap verdiens et la Fonction publique pour les raisons suivantes :

- la formation universitaire de ceux de l'extérieur correspond rarement aux besoins du pays et pratiquement pas aux besoins du développement rural;
- il y a très peu d'individus avec formation moyenne technique : les besoins dans ce domaine sont les plus importants.
- peut-être faut-il ajouter les circonstances existantes de logement etc., qui ne sont pas encourageantes à Praia.

Par contre, il semble qu'il y ait encore présents aux îles, des jeunes "cadres moyens" avec plusieurs années de scolarisation secondaire mais sans BAC, qui pourraient être employés avec une formation technique ou commerciale à court terme selon les besoins. S'ils n'ont pas toutes qualifications pour être regardés comme cadres moyens "proprement dits", il peuvent quand même remplir les tâches urgentes au niveau moyen.

#### L'éducation au Cap Vert

L'effectif de l'éducation primaire en 1975/76 était environ de 76 % dont 48 % étaient dans la première des quatre classes. Les bâtiments étaient tout à fait insuffisants et le système, hérité de la période coloniale, inadapté aux réalités et besoins du pays. Dans le secondaire il y a 2 400 élèves au lycée dont 175 sortant à la fin de l'année et seulement 25 qui ont atteint l'équivalent du BAC (Chiffres 1977).

Il y a déjà plusieurs projets CILSS pour améliorer cette position assez grave. Nous nous occupons de l'éducation

9

technique vers les cadres moyens et supérieurs. Nous n'avons pas fait de tableau pour ces projets car il ne s'agissait pas de "déficits" mais de projets d'amélioration, réforme et extension avec formation des formateurs et aide temporaire des experts de l'étranger.

Le Cap Vert n'a pas l'intention d'établir une institution d'enseignement supérieur pour le moment. Au cours de toutes les discussions que nous avons eues avec les représentants du gouvernement et des experts du PNUD, nous avons démontré le grand besoin en cadres moyens dotés de technicité spécifique dans les domaines administratifs et surtout techniques. Il va de soi que les projets ressources humaines -CILSS ou autres - notés ci-dessus sont essentiels et que la plupart des autres projets risquent d'être plus ou moins des échecs coûteux si ces premiers ne reçoivent pas d'appui immédiat.

1) Lycée Technique Expérimental - Projet Ressources humaines 5 -

Ce projet restreint concerne l'établissement et l'équipement de trois ateliers à côté du lycée de Prafa pour essayer de combler le fossé entre l'éducation secondaire et les possibilités d'enseignement technique pour cadres moyens à l'extérieur. Il n'y a pas de provision pour expert de l'extérieur ni pour la formation des formateurs qu'on espère trouver sur place. Nous avons l'impression que l'expérience est bien conçue mais doit être suivie par des démarches plus grandes.

2) Réorganisation de l'école commerciale et industrielle de Mindelo - Projet Ressources humaines 13 -

Le projet (avant-projet et propositions pour la réorganisation : bourses pour les professeurs indigènes, etc...) a été élaboré par le BIT. C'est un des cinq projets du programme PNUD 1978/81 "élaboré et essentiel mais ne pouvant pas être financé par le PNUD".

Il s'agit d'une réorientation de l'école dans un sens beaucoup plus pratique et de conseiller le Ministre dans la définition d'une politique nationale de formation professionnelle.

10

Les sortants de Mindelo ne peuvent pas être considérés comme plus que de la main d'oeuvre qualifiée mais il est clair qu'ils seront souvent les seules aides disponibles pour les cadres supérieurs et peuvent être formés sur place dans des spécialités bien définies. L'essentiel est de bâtir une base d'enseignement pratique dans le pays.

- 3) Vulgarisation agricole - Projet non inclu dans les projets CILSS élaborés par la FAO et faisant partie des cinq projets "essentiels mais ne pouvant pas être financés par le PNUD".

Il s'agit d'une contrepartie tout à fait essentielle, mais souvent oubliée, aux efforts des experts, cadres supérieurs de toutes sortes : défense et restauration des sols, diversification de variétés et méthodes de production, etc...vulgarisation, sensibilisation de la population aux mesures entreprises, explication des changements et responsabilités de la population pour les maintenir.

Il y a déjà une école d'agriculture à St Jorges. Le projet concerne deux, puis trois ingénieurs agronomes ayant une longue expérience en matière de vulgarisation (des individus avec ces qualités existent : portugais, cap verdiens, prêts à démarrer). Basés sur l'école, ils pourraient couvrir progressivement l'Ile de Santiago puis le pays entier - avec des stages de recyclage et l'enseignement de nouvelles méthodes de vulgarisation. Le coût estimé pour une première phase de deux ans n'est que de 300 000 dollars.

Avant de passer aux chiffres concernant principalement le Ministère du Développement rural, il faut mentionner quatre points :

(i) Nous avons trouvé impossible de mettre en accord précis les besoins exprimés par le Gouvernement et les projets CILSS, notamment parce que nous n'avons pas eu tous les documents CILSS, plusieurs projets sont encore à l'étude et les idées du Gouvernement évoluent.

//

(ii) Du point de vue des "Projets Ressources Humaines" nous trouvons qu'il y a une situation assez mal définie au sein du CILSS. Ce groupe de projets n'inclut pas tout ce qui concerne la formation ni, sauf en certains cas, la section "formation" d'un projet; il y a aussi des projets de formation importants qui sont exclusifs de cette section.

(iii) Nous voulons souligner le problème des langues, surtout pour la formation de courte durée et des cadres moyens. La coopération "tripartite" par laquelle un donateur donne des bourses qui peuvent être utilisées dans un troisième pays, par préférence un pays de langue portugaise est à recommander.

(iv) Il n'est pas toujours nécessaire de remplacer un expert de l'extérieur par un cadre de même niveau; en certains cas, un remplacement n'est pas vital.

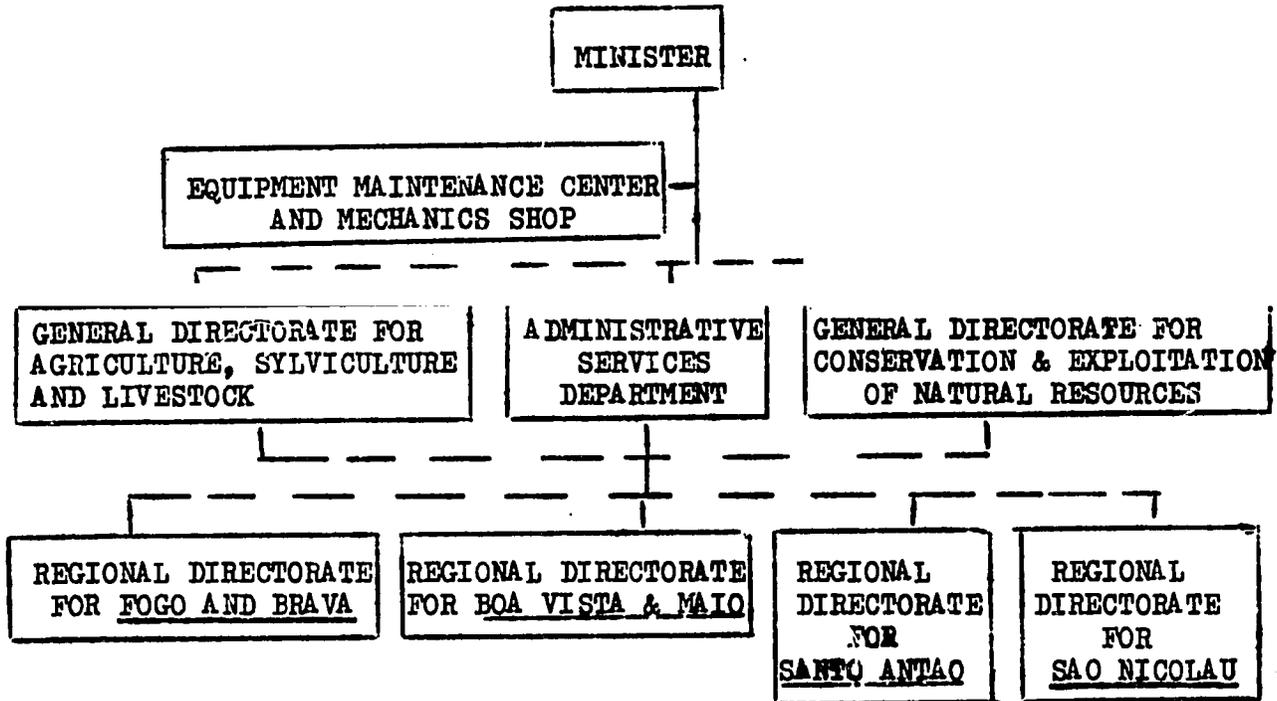
Le Ministère du Développement rural (MDR) et ses besoins

Nous reproduisons l'organigramme pour 1977; nous avons vu des organigrammes de l'organisation future mais les changements ne sont pas sûrs ni budgétisés.

12

REPUBLIQUE DES ISLES DU CAP VERT  
MINISTRY OF RURAL DEVELOPMENT

II. CURRENT MINISTRY STRUCTURE 1977



77153/anglais

Organigramme "A"

13

Dépendant directement du Ministre, il y a le Secrétaire général dont le poste n'est pas occupé pour le moment. Après lui il y a les deux directions que nous allons traiter séparément avant de mentionner les besoins spécifiques des cadres moyens qui peuvent être mandatés au service central ou à une des directions.

<u>CODE</u> S : Cadre supérieur	I : Indigène
M : Cadre moyen	Exp. : expatrié
E : Existant	B : Besoins
P : possibilité retour cadre qualifié	? : Incertitude sur le pays ou sur la date

- Sous le titre "observations" chaque mention de "stage" s'applique aux cadres existants.
- Où il y a des besoins exprimés par Le Ministre du Développement Rural on a essayé de faire liaison sur les fiches entre ces besoins et les propositions de certains projets CILSS.

14.



C - 15

SECTEUR M.D.R. (2)	NIVEAU		1977 Exp. I	1978		1979		1980		1981		1982		OBSERVATIONS
	S	M		B	P	B	P	B	P	B	P			
Culture graines	S			1										Voir CILSS cult. sèches proposition 6 mois maïs au Mexique
" "		M		2										
Amélioration plantes	S			1										Biologistes - retour prévu Projets CILSS Ecologie et Environnement suggère plusieurs formations
		M		2								6		
<u>Sylviculture</u> Reboisement	S			2										12 x 3 ans 2 x 9 mois { 12 bourses divisées entre spécialités CILSS - Res.H. € 1 stage - reboisement des zones d'altitude
		M		4										
Exploitation	S			1										
		M		2										
Sylvo-pastoral	S			1										1 stage amélioration et utilisation des pâturages
		M		3										
Protection cultures (Besoins cont.)														Pour l'établissement d'une station expérimentale (à St Dominges) dont l'Allemagne finance les bâtiments

SECTEUR M.D.R. (3)	NIVEAU		1977 Ex. I	1978		1979		1980		1981		1982		OBSERVATIONS	
	S	M		B	P	B	P	B	P	B	P	B	P		
Entomologiste	S			1		1?		1?		?				Selon la proposition la plus récente, exp. FAO - étudiant cap verdien déjà connu est en train d'achever licence de science + année de spécialisation USA, Belgique, Allemagne ou France  Venant d'Allemagne + 2 secr. dactyle  1 stage - 1 cadre moyen  Proposition? Agrostologue 4 ans + spécialisation au Sahel  Projet CILSS Elevage 1 expérimentale à Trinidad  Autres projets (ferme laitière reconstitution lait poudre, tannerie, etc...)	
Phytopharmacie	S			1		1?		1?		?					
Biologiste															
Virologie/bactériologie	S			1		1?		1?		?					
Chercheurs	S				2										
Adjoint Administratif	M/S			1											
<u>Elevage</u>															
Production animale															
Zootechnicien	S	M		1											
				2											
Santé animale vétér-	S	M		1											
				4											
Agrostologue	S			1						Retour?					
Vét. Infirmières				9 x 3 ans zone sahélienne											
Multiplication		M		1 x 6 mois - Brésil											
Reg Ag B				1 x 6 mois - Brésil											
même		M		1 x 12 mois Sahel											
Reg Ag B				1 x 12 mois Sahel											
zootechnicien		M		1 x 12 mois Sahel											
Reg Ag B				1 x 12 mois Sahel											
Nutrition		M		1 x 12 mois Sahel											
Vétérinaires				Proposition 2 exp. Trinidad x 4 ans											

Secteur M.D.R. (4)	NIVEAU		1977	1978	1979	1980	1981	1982	OBSERVATIONS	
	S	M	Ex. I	B P	B P	B P	B P	B P		
<b>B - Direction générale de l'Aménagement, Conservation et Exploitation des Ressources Naturelles :</b>										
D.G.	S		1							Géologie
D.G. Adjoint	S		1							Ingénieur civil - retour 78
Géologue	S		1					1		Retour de Cuba
Agronomistes										} Retour prévu 1977
Conservateurs sols	S		1							
Hydrologistes	S		1							} Retour 1982 d'Algérie
Ingénieur Hydraulique	S		1							
Ingénieur des mines	S		1							} Retour prévu octobre 1977
Ingénieur Trav. Ruraux	S		1				8	retour		
Agronomistes Reg. Agric.	S	M	1							Génie civil - mais quels services? 5 ans Lycée 3 ans Spéc. + 7 mois spéc. technique
<b>Expatriés en 1977</b>										
Conservation aux	S		1							} PNUD Sao Tiago
Hydraulogiste	S		1							
Hydraulogiste	S		1							} France - Sao Nicolau
Ingénieurs puits	S		1							
Conservateur sols	S		1							} Pays-Bas - Sao Antau
Conservateur sols	S		1							
Sylviculteur	S		1							
* Les expatriés ne sont pas chiffrés de la même façon en B qu'en A parce qu'ils ne sont pas aux Services Centraux mais sur des projets, ou illes particulières.										

SECTEUR M.R.D. (5)	NIVEAU		1977 Ex. I	1978 B P	1979 B P	1980 B P	1981 B P	1982 B P	OBSERVATIONS
	S	M							
<u>Besoins d'envoyer en formation</u>									
<u>Sol</u>									
Pédelegie	S			1					
		M		5					
Géologie	S			1					
Ecologie	S			1					
<u>Eaux</u>									
Hydrologie	S			1					
		M		2					
Hydraulique	S			1					
		M		2					
Génie rural	S			1					
		M		3					
Stockage produits alimentaires	S			1					Veir CV étudiants à l'étranger
Agre-industrie		M		2					Notamment grains Stage - ... petit industrie
Botanique	S			1					Stage - Etude flore nationale

02

C - 18

SECTEUR M.R.D. (6)	NIVEAU		1977 Exp. I	1978		1979		1980		1981		1982		OBSERVATION
	S	M		B	P	B	P	B	P	B	P	B	P	
Agric-économie	S			2										Stages programmation et planification
Pharmacie	S			2										Production vétérinaire et phycopathologie-stages?
Agrométéorologie	S	M		1 3										Elevage
Statist. agricoles	S	M		1 2										
<b>Bourses - Programmation CILSS</b>														
Ingénieur-eaux techniciens	S	M		1 2										Bourses 6 mois RES. HU. " " N° 6  (inventaire des points d'eau si c'est aussi projet 6 hydraulique)
Formation conservateur sol, eau et irrigation		S/M		4										Supérieurs ou techniciens 3 ans chacun 2 sel 2 irrigation  ? à Manaco, N. Mexico, Puerto Rico, Un. of Arizona

18

C - 19

SECTEUR M.R.D. (7)	NIVEAU		1977	1978	1979	1980	1981	1982	OBSERVATIONS
	S	M	EX. I	B P	B P	B P	B R	B P	
Formation cadres existants CILSS Hydraulique	S								12 mois spécialité hydrologie  3 mois chimie des eaux  2 mois hydraulique des Sa -6 Lois hydraulique des Sa  4 mois entretien pompes + auxiliaires environ 140
	S		1						
	S		1						
	S								
	S		1						
		M	2						4 mois entretien pompes + auxiliaires environ 140
Fluie artificielle	S		1						3 semaines investigation préliminaire
<u>Besoins - autres spécialistes</u>									
Topographie		M		10					Besoins essentiels pour gérer le programme général et projets. Les individus peuvent être répartis selon les besoins immédiats
Dessin		M		10					
Sondeuse		M		6					
		M		2					

27

C - 20

SECTEUR M.R.D. (g)	NIVEAU		1977	1978		1979	1980		1981		1982		OBSERVATIONS
	S	M		B	P		B	P	B	P			
Comptabilité		M		8									
Documentation		M		1									
Plomberie		M		5									
Lettres - Plaques		M		3					stage pour un				
Comptabilité		M		8									
Soudure		M		2									
Documentation		M		1									
Photocopie		M		1									
Gérents		M		8					stage pour deux				
Analystes		M		5					stage pour deux				
Enquêteurs		M		6					Stage pour un				
Préparation Labo		M		6					stage pour un				
Architecte paysage		S/M		1									
Vulgarisateurs agricole		S/M		5					stage pour deux				

Ministre des Travaux Publics

Nous avons discuté des besoins et nous avons aussi vu les rapports sur les besoins du Ministre du Transport. Nous ne les avons pas chiffrés mais nous avons la même impression : manque de cadres moyens, surtout cadres moyens spécialisés, et de spécialistes pour les cadres supérieurs existants; on a noté encore le besoin en topographes, comptable, spécialistes d'aménagement des pistes d'aviation, des ponts, etc... essentiels pour l'infrastructure. Il faut quand même étudier en détail le contenu des cours suivis par les boursiers à l'étranger à présent pour voir la mesure dans laquelle les formations s'identifient aux besoins.

La Pêche - Direction générale faisant partie du  
Ministère de Coordination économique.

Un des meilleurs espoirs pour l'augmentation du revenu d'exportation et pour la nutrition interne, est la pêche. En tout cas ceci ne peut souffrir de la sécheresse!

Jusqu'à présent, on a divisé la pêche en deux secteurs : industriel et artisanal, mais les propositions pour l'avenir sont des programmes plus ou moins intégrés : proposition, lieu, aidé du fait qu'un poisson, le thon, est le plus important pour chaque secteur.

Etant donné qu'il y a entre 2400/3000 pêcheurs avec 800 petits "botes" au secteur artisanal, et qu'ils sont distribués entre 30 villages, nous avons décidé de les inclure dans nos considérations du développement rural.

Nous avons lu un document disant que : "... la pêche dont les possibilités sont presque illimitées....". Ceci n'est pas vrai : les migrations du thon ne sont pas encore bien mesurées et les îles ne sont dotées que d'un plateau continental très limité. D'autre part, ces méthodes artisanales soit sur mer, soit

traitement/conservation, sont vraiment simples. Avec des bateaux à moteur et le transport frigorifique, on pourra augmenter la production sur le marché assez rapidement.

Les propositions (fiche Pêche n° 1), sont celles dont nous avons discuté avec le Directeur général. On note qu'il n'a actuellement que deux assistants de niveau moyen et sans aucune formation concernant la pêche. Il pense pouvoir employer deux ou trois cadres moyens supplémentaires dans le budget de 1979. Les personnes existent mais n'ont pas de formation d'un niveau supérieur à l'éducation secondaire.

On peut comparer les besoins exprimés avec les propositions de la "fiche Pêche n° 2" prises dans quelques projets élaborés. Il est évident qu'il y a pas mal de correspondances entre la fin de la venue des experts extérieurs prévus et le retour des boursiers proposés. La différence entre ces désignations s'explique en grande partie par les besoins différents d'un "projet" et de la permanence, mais il faut l'étudier plus profondément.

Au point de vue du support - cadres moyens et cadres de base - la planification suggère une balance efficace; mais on n'a pas toute l'assurance que les candidats seront disponibles, compte tenu des autres besoins nationaux.

On remarque les quatre spécialistes soulignés comme "besoin immédiat" en dehors de toute considération des projets éventuels.

SECTEUR Min. Coordination éconém. PECHE (1)	NIVEAU		1977	1978	1979	1980	1981	1982	OBSERVATIONS
			Ex. I	B P	B P	B P	B P	B P	
Direction générale	S		1						Economiste - Besoin formation court terme - planification.
Adjoint Administrateur		M	1						--? Possibilité d'additionner au budget 1979 - Cap Verdieng à former à l'extérieur
Administration		M			3				
Biologiste maritime	S		1						} Biologiste et économiste peuvent être individus en cours d'achever licence "de base" donnés + un an ou 6 mois spécialisation.
Océanographe	S		1						
Economist-pêcherie	S		1						
Marketing	S		1						
Management		M	4		}		?		à former à l'extérieur - 3 ans après BAC ou cours complet du lycée. Selon les bourses, possibilité de retour 80/82.
Management flotte		M	3				?		
Comptables		M	8				?		
Capitaines		M	8				?		
Secrétaires direction		M	4				?		
<u>Support de base</u> "Quadros técnicos" cinq catégories									ensemble : 42 - niveau en deça du BAC mais à former à l'extérieur quand même
Pêche artisanale									25 à former sur place
Pêche industrielle									50 à former sur place
<u>Spécialistes - Besoins immédiats</u>									
Traitement artisanal	S		2						par groupe d'îles Minimum 6 mois/ 1 an
Conservation	S		1						
Planification pêcheries	S		1						

SECTEUR	NIVEAU	1977	1978	1979	1980	1981	1982
PECHE 2	Ex. I	EX. I	B P	B P	B P	B P	B P
<u>Projets CILSS etc.</u>							
Projet intégré	S						
Economiste (Direct.)		I					→
Patron de Pêche		I					→
Mecanicien		I					→
Expert commercialisation		I					→
Biologiste		I					→
Charpente		I				→	
Technologiste de poisson		I				→	
Expert cooperative		I				→	
Proposition de bourses : plusieurs dont le maximum était 20, divisées en deux niveaux.							

Projet : Centre Pêche Communautaire "Community Fishing Center"

FAO proposition pour Salamanza Sao Vincente "TCP" finance:

1 x 12 mois expert commercialisation

1 x ? mois ingénieur consultant.

NB. Pour les flèches qui couvrent plus de deux ou trois ans, le projet n'a pas encore démarré.

### Cap-Verdiens en formation à l'extérieur

Bien que le Gouvernement ne possède pas d'information complète, nous avons cependant trouvé plusieurs chiffres, notamment au Ministère de l'Éducation. Il y a deux catégories :

(i) Étudiants déjà à l'Université de Lisbonne avant l'Indépendance et à qui le Gouvernement a donné des bourses pour compléter leurs études.

(ii) Étudiants dotés de bourses par le Gouvernement soit en 1975/76, soit en 1976/77 pour des études à l'extérieur dans plusieurs pays. Il y a parmi ceux-ci des cadres moyens.

Il y a obligation de rentrer aux services du Gouvernement à la fin des études et donc emploi garanti.

Nous avons sélectionné parmi la totalité des statistiques les spécialités qui (i) seront d'utilité directe pour le développement rural et (ii) vont aider au développement rural ou seront peut-être utiles à d'autres services - cas des économistes, comptables, etc... (Nous n'avons pas noté études de droit, médecine, etc...).

Il faut noter que ce n'est qu'après l'Indépendance qu'apparaissent des étudiants qui feront des études vraiment utiles au développement rural. De plus, avant 1975, il n'y avait aucune recherche agricole ni de Département gouvernemental qui s'occupait d'agriculture. Sur la fiche, un nombre souligné (comme : agronomes 3) indique que nous avons aussi inclus le chiffre dans les fiches pour le Ministre du Développement rural.

On ne peut pas prétendre que ces chiffres sont exhaustifs mais les indications que nous avons suggèrent qu'il n'y a pas une autre source considérable des cadres cap-verdiens qualifiés pour le développement rural.

21

BOURSIERS à l'Etranger Service : Ministère Education	NIVEAU	DEPART		RETOUR					OBSERVATIONS
		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	
Comptabilité	S				5				Université de Lisbonne
Ingénieur Civil etc.	S				15				
Economistes	S				2				
Genie Civil	S	<u>8</u>						8	Divisés entre URSS, Belgique, Portugal et Roumanie
Electrotechnique	S	9						9	
Agronomes	S	<u>3</u>						3	
Vétérinaires	S	<u>4</u>						4	Cuba
Vétarinaires	M	7		7					3 Portugal 2 URSS 2 Algérie
Agronomes	S		<u>5</u>					5	4 Algérie 1 Bulgarie
Vétérinaires	S		<u>2</u>					2	1 Algérie 1 Bulgarie
Géologue	S		<u>1</u>					1	Cuba
Biologie	S		<u>6</u>					6	3 Cuba 2 Algérie 1 USA
Hydraulique	S		<u>2</u>					2	Algérie
Génie Civil	S/M		29*				??19	??10	Portugal *

\* Le chiffre comprend ceux qui vont compléter jusqu'au niveau supérieur mais ils ne seront pas tous concernés.

NB. On assure que les retours se feront à la date prévue, mais cela risque de n'être pas le cas!

28

Coopératives - La centrale des coopératives de  
Cabo Verde

Sans institutions coopératives avant l'Indépendance, le PAIGC (parti gouvernemental) a institué le "central", plusieurs mois après, comme institution responsable pour la promotion et l'organisation des coopératives, dont il y a déjà eu des essais. Il y a une coopérative de menuisiers, coopérative de couture et broderie et plusieurs coopératives agricoles; mais la plupart (environ 30) sont des coopératives de consommation dans les petits centres régionaux, au service de la population rurale.

Le "central" est sur le point de recevoir un statut juridique.

Le "central" a reçu certaines aides financières et en matériaux de l'extérieur mais aucun support d'expertise ni de formation. Les trois superviseurs que nous avons rencontrés étaient enthousiastes et parfaitement au courant des besoins de formation des cadres, de l'aide extérieure et même de leur propre formation, étant donné qu'ils n'ont que quelques années de formation secondaire et aucune concernant les coopératives ni la direction et la gestion ou comptabilité, secteurs pour lesquels ils ont exprimé leurs forts besoins.

Un avant-projet a été préparé par M. Bochet pour le BIT/Sahel en septembre 1977; nous l'avons discuté avec les responsables qui constatent qu'il correspond à leur vrai besoin dans l'immédiat. On ne peut pas juger de l'efficacité des coopératives dans les circonstances existantes sans aide extérieure, comme celle de l'avant-projet noté sur la fiche suivante.

	NIVEAU	1977	1978	1979	1980	1981	1982	OBSERVATIONS
		Ex I	B P	B P	B P	B P	B P	
<u>Le Central des Coopératives de Cabo Verde</u>								
Superviseurs	S/M	I						) Bourses 1 an ou plus minimum  Minimum des 3 superviseurs existent
Existant	S/M	I						
	S/M	I						
								<u>Management-</u> <u>Comptabilité</u> <u>Gestion</u>
Expert coopération	S	I						Avant projet - Bochet BIT/Sahel Ouagadougou Septembre 1977
Promotion/ organisation								
Animation/ Education								
Experts associés ? volontaires	S	2						
Consultants	S	plusieurs sur nécessités						à étudier par l'expert selon les besoins.

### Conclusions

Il y a d'assez fortes raisons pour proposer l'adoption de tous les projets CILSS pour le Cap Vert parce que c'est pour eux une question de survie plutôt que de développement.

Pour budgétiser et faire des estimations du possible, nous avons dû personnellement admettre, comme le Gouvernement et le CILSS; que la sécheresse s'améliorera un peu dans l'avenir immédiat mais il faut cependant noter que le rendement agricole sera pratiquement nul cet année.

La position budgétaire reste très précaire.

S'il faut sélectionner, et nous pensons exprimer ici la position du Gouvernement, il faut donner priorité aux :

- projets de l'éducation technique aux pays
- bourses de spécialisation à tous niveaux.

Les chiffres que nous avons préparés montrent qu'il y a danger de trop mettre l'accent sur l'éducation des cadres supérieurs et des projets peut-être un peu sophistiqués.

Nous constatons qu'il y a eu des études sur les technologies intermédiaires et adaptées mais nous ne les avons pas étudiées sur place. Il faut encourager tous ces efforts dans la situation vraiment unique des îles.